



2021

Rapport financier

Premier trimestre

30 juin 2020



Sommaire

Perspectives économiques canadiennes

L'activité économique a diminué de façon marquée alors que la COVID-19 se propageait en Amérique du Nord et que des mesures de confinement étaient mises en place par les gouvernements en mars et au début d'avril. Le virus et les mesures de distanciation physique ont entraîné une baisse cumulative du produit intérieur brut (PIB) de 18 % entre les mois de février et d'avril, période durant laquelle 3 millions d'emplois ont été perdus. Il s'agit de la baisse du PIB la plus abrupte de l'après-guerre.

Après une contraction de 12 % en avril seulement, une reprise s'est amorcée en mai et en juin à la suite de la réouverture de l'économie canadienne. Au cours de cette période, le nombre d'emplois a augmenté de 1,2 million, ce qui représente environ 40 % des emplois qui avaient été perdus au début de la crise. Cet élan devrait faiblir au cours du deuxième semestre de 2020, au fur et à mesure que les difficultés touchant les dépenses de consommation et les investissements des entreprises s'intensifieront. La reprise s'annonce progressive et lente, surtout dans les secteurs les plus touchés tels que le tourisme, la restauration, et les arts et la culture. Il est peu probable que ces secteurs retrouvent leur niveau d'activité antérieur avant 2022.

Le secteur du pétrole a été touché de façon similaire. Le prix du Western Canadian Select a remonté après avoir atteint des creux historiques à la fin d'avril, mais demeure faible à 30 \$ US le baril, bien en deçà des sommets atteints récemment. L'Agence internationale de l'énergie estime que la production canadienne a diminué de 20 % depuis le début de 2020. Compte tenu de la stabilité récente des prix du pétrole, la production des producteurs canadiens pourrait augmenter à court terme. D'autres secteurs principaux, notamment le commerce de gros et de détail, sont susceptibles d'afficher de faibles taux de croissance après avoir d'abord connu une forte augmentation. Comme les consommateurs ont reporté de nombreux achats printaniers, les magasins traditionnels devraient dégager des résultats estivaux impressionnants. Par ailleurs, les nouvelles habitudes de consommation liées au commerce électronique pourraient bien s'implanter : au cours des mois pendant lesquels les

mesures de confinement étaient les plus strictes, on estime que les ventes de détail en ligne ont représenté pour la première fois plus de 10 % des ventes totales réalisées au Canada.

Aux États-Unis, la croissance économique devrait suivre un parcours similaire à celui de la croissance économique canadienne, bien que la recrudescence de cas survenue au sud de la frontière ait amené plusieurs États à suspendre leurs plans de réouverture, voire même à faire marche arrière. Entretemps, aucune date n'est encore arrêtée pour la réouverture de la frontière canado-américaine. Le commerce international risque de demeurer un facteur de ralentissement, alors que l'Organisation mondiale du commerce prévoit une baisse supérieure à 10 % du commerce de marchandises à l'échelle mondiale pour 2020. Heureusement, l'Accord Canada–États-Unis–Mexique est entré en vigueur le 1^{er} juillet.

Tant aux États-Unis qu'au Canada, les taux directeurs se situent à leur valeur plancher de 0,25 %. Les deux banques centrales ont exclu de fixer des taux d'intérêt négatifs pour le moment. Les vastes programmes d'assouplissement quantitatif sont susceptibles d'être maintenus pendant encore au moins un an. Après s'être déprécié en phase avec les prix de l'essence pour atteindre 0,70 \$, le dollar canadien s'est par la suite rétabli à 0,74 \$ US, près de son niveau de 2019.

Nous prévoyons une contraction du PIB de l'ordre de 7,4 % à 8,2 % pour l'année civile 2020, suivie d'une remontée de 6,4 % à 6,7 % en 2021. L'allure de la reprise économique dépendra grandement de l'évolution de la situation liée au virus. Selon notre scénario de base, qui ne prévoit pas de deuxième vague, l'économie canadienne reviendrait à son PIB de 2019 vers le milieu de 2022. La survenance d'une deuxième vague de cas liés au virus à l'automne retarderait considérablement la reprise. Parallèlement, le taux de chômage devrait diminuer pour passer des niveaux élevés supérieurs à 10 % enregistrés récemment pour s'établir entre 8 % et 9,7 % d'ici la fin de l'année. La pleine reprise du marché de l'emploi accusera fort probablement un retard sur la reprise économique.



Faits saillants financiers et principales réalisations

Le premier trimestre de l'exercice 2021, terminé le 30 juin 2020, a été marqué par le déploiement d'un niveau d'activité sans précédent afin de fournir un allègement aux PME pendant la pandémie de COVID-19. La valeur des acceptations de Financement et des autorisations de BDC Capital a augmenté de 33,9 % et a atteint 3,3 milliards de dollars, comparativement à 2,4 milliards de dollars au premier trimestre de l'exercice 2020. Au cours de cette période, le nombre d'acceptations a augmenté de 158,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Avec l'appui de notre actionnaire, notamment sous forme d'une injection de capitaux de 8,4 milliards de dollars, BDC a mis en place une série de mesures spéciales afin de répondre aux besoins immédiats des entrepreneurs. Ces mesures comprennent le Programme de crédit aux entreprises (PCE) offert en collaboration avec des institutions financières privées, ainsi que des mesures offertes directement par BDC. Ces mesures sont regroupées pour former un tout nouveau secteur d'activité, le Programme d'accès au crédit (PAC), créé afin de distinguer ces mesures des principales activités de BDC. Les principaux secteurs de BDC comprennent Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) et division Technologies propres.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, BDC a affiché une perte nette consolidée de 139,0 millions de dollars, dont un résultat net de 47,6 millions de dollars attribuable à ses principaux secteurs et une perte nette de 186,6 millions de dollars attribuable au Programme d'accès au crédit (PAC). Ces chiffres sont à rapprocher du résultat net de 223,0 millions de dollars affiché au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour les principaux secteurs uniquement. Les résultats moins élevés sont principalement attribuables à l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues, qui reflète l'incidence économique de la pandémie.

Aucun dividende n'a été versé en juin 2020, alors qu'à l'exercice 2020, un dividende de 128,4 millions de dollars avait été versé à notre actionnaire, le gouvernement du Canada.

Principales activités

Pour le trimestre, les clients de Financement ont accepté un total de 0,9 milliard de dollars de prêts, comparativement à 2,2 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique par la réorientation de nos principales activités vers le nouveau secteur PAC dans un contexte où la majorité des besoins de financement des entrepreneurs ont été servis par l'entremise du PAC, dont la valeur des acceptations a atteint 1,8 milliard de dollars. Le portefeuille de prêts de Financement⁽¹⁾, compte non tenu des prêts du PAC, atteignait 27,3 milliards de dollars au 30 juin 2020.

Services-conseils a réalisé la signature de contrats nets d'une valeur de 2,0 millions de dollars au premier trimestre, une diminution comparativement à 7,8 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les produits ont également diminué, totalisant 4,1 millions de dollars pour le trimestre, soit une baisse de 44,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le ralentissement s'explique par la réorientation des ressources et des activités afin de soutenir les initiatives du PAC et de gérer l'augmentation de la demande visant les initiatives liées à la COVID-19. En conséquence, le développement des affaires a été interrompu du fait de la pandémie.

L'équipe Services-conseils a lancé *Accès Services-conseils* en guise de réponse immédiate à la crise de la COVID-19, de sorte que les clients puissent bénéficier de toute une gamme d'outils sur le site bdc.ca ainsi que d'une séance de travail avec un conseiller de BDC. Au programme, des sujets propres aux enjeux liés à la pandémie, notamment en ce qui concerne les ressources humaines, les sources d'approvisionnement, le retour sécuritaire au travail et la gestion des flux de trésorerie.

Pour le premier trimestre, les clients de Capital de croissance et transfert d'entreprise ont accepté un total de 61,2 millions de dollars de prêts, comparativement à 102,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Comme prévu, la demande de financement en matière d'investissement de croissance et de transfert d'entreprise a faibli alors que les entrepreneurs se concentraient sur la reconstitution de leur fonds de roulement. Par conséquent, il y a eu une réorientation des activités vers le PAC, secteur dans lequel un total de 144,5 millions de dollars de prêts a été



accepté pour répondre aux besoins de fonds de roulement.

Au premier trimestre de l'exercice 2021, les autorisations de Capital de risque ont été solides, totalisant 72,9 millions de dollars d'investissements, contre 28,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation des autorisations tient en grande partie des investissements directs, d'une valeur de 62,3 millions de dollars.

Au premier trimestre de l'exercice 2021, PICR n'a enregistré aucune autorisation en raison de l'échéance des programmes, comparativement à 91,0 millions d'autorisations dans le cadre de l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) pour la même période de l'exercice précédent. À ce jour, les montants engagés au titre de l'ICCR totalisent 363,4 millions de dollars sur une enveloppe totale de 371,0 millions de dollars, qui devrait avoir été entièrement engagée à l'exercice 2021.

Les clients de la division Technologies propres ont accepté des placements de financement subordonné totalisant 47,3 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2021, comparativement à 19,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

⁽¹⁾ Déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues

Programme d'accès au crédit (PAC)

Le nouveau secteur PAC regroupe un large éventail d'initiatives offertes en réponse à la crise de la COVID-19. Ces initiatives prévoient des critères d'admissibilité assouplis afin de répondre aux besoins urgents d'autant d'entreprises viables que possible. La valeur des acceptations de financement et des autorisations d'investissements se rapportant aux initiatives du PAC a atteint 2,2 milliards de dollars au premier trimestre de l'exercice 2021. Le portefeuille du PAC⁽¹⁾ s'établissait à 1,6 milliard de dollars au 30 juin 2020. Les initiatives du PAC comprennent des programmes offerts en collaboration avec de prêteurs du secteur privé ainsi que des mesures offertes directement par BDC. Les initiatives du PAC comprennent ce qui suit :

Programme de prêts conjoints pour les PME

Cette initiative prévoit un soutien commercial mis sur pied par BDC en partenariat avec des institutions financières afin d'aider les entreprises canadiennes touchées par la COVID-19 à financer leurs besoins de flux de trésorerie opérationnels. Les entreprises admissibles peuvent obtenir des montants de crédit supplémentaires, jusqu'à concurrence de 12,5 millions de dollars, dont 80 % seraient fournis par BDC, et la tranche de 20 % restante, par leur institution financière.

Programme de financement pour les moyennes entreprises

Pour les entreprises de taille moyenne, dans le cadre de ce programme, BDC rendra disponible du crédit additionnel pour compléter les facilités de crédit actuelles des entreprises, et elle travaillera étroitement avec leurs prêteurs principaux, du soutien étant prévu pour plusieurs secteurs, notamment celui du pétrole et du gaz. Ces prêts commerciaux d'une valeur de 12,5 millions de dollars à 60 millions de dollars prendront la forme de prêts subordonnés dont 90 % du montant sera fourni par BDC et 10 %, par le principal prêteur ou le syndicat de prêt de l'entrepreneur.

Prêts directs

Pour les demandes de prêts en ligne et les prêts de fonds de roulement d'une valeur maximale de 2,0 millions de dollars, nous offrons des modalités souples aux entreprises admissibles.

Capital de risque

Afin de soutenir le marché du capital de risque du Canada, nous avons mis en place le Programme financement relais. Ce programme d'octroi de financement équivalent sous forme de billets convertibles vise à accroître le financement par capital de risque offert aux entreprises ayant essuyé d'importants revers en raison de la pandémie de COVID-19.

⁽¹⁾ Déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

Depuis plus de 75 ans, BDC a pour objectif de soutenir les entrepreneurs de tous les secteurs et à toutes les étapes de leur croissance. BDC offre un accès à du financement, en ligne et en personne, ainsi que des services-conseils afin d'aider les entreprises canadiennes à croître et réussir. BDC Capital, sa division d'investissement, propose une vaste gamme de solutions de capital.



Table des matières

Rapport de gestion	7
Contexte du rapport financier trimestriel.....	7
Gestion du risque.....	7
Analyse des résultats financiers.....	8
États financiers consolidés	20

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.



Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

L'ensemble des ministères et des sociétés d'État mères sont tenus, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de préparer et de rendre public un rapport financier trimestriel. La Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État est émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, afin que les sociétés d'État mères soient informées de la forme et du contenu des rapports financiers trimestriels requis, en conformité avec l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'énoncé sur l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.

La pandémie de COVID-19 a eu des incidences défavorables sur l'environnement économique, créant de l'incertitude économique et des difficultés pour de nombreuses PME. Étant donné son mandat et son rôle en tant que banque de développement, BDC a mis en place un certain nombre de programmes afin de soutenir les entreprises pendant cette période difficile et a constaté une augmentation considérable de la demande visant ses programmes de financement et de soutien. Ces programmes mis en œuvre par BDC à la demande du gouvernement rendent possible le déploiement de liquidités supplémentaires en vue de soutenir les entreprises canadiennes et les entrepreneurs ayant subi les contrecoups de la pandémie de COVID-19.



Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre terminé le 30 juin 2020, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BDC fait actuellement rapport sur sept secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR), division Technologies propres et Programme d'accès au crédit (PAC), un nouveau secteur créé à l'exercice considéré pour faire rapport sur les initiatives liées à la COVID-19.

Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités établis conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités inclus dans le présent rapport.

Résultat (perte) net consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Financement	(79,0)	129,6
Services-conseils	(7,2)	(10,8)
Capital de croissance et transfert d'entreprise	11,2	10,0
Capital de risque	69,0	80,6
Programmes incitatifs pour le capital de risque	47,2	11,3
Division Technologies propres	6,4	2,3
Résultat net au titre des principaux secteurs	47,6	223,0
Programme d'accès au crédit	(186,6)	-
Résultat (perte) net	(139,0)	223,0
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	(140,9)	208,9
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1,9	14,1
Résultat (perte) net	(139,0)	223,0



Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, BDC a subi une perte nette consolidée de 139,0 millions de dollars, dont une perte nette de 140,9 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et un résultat net de 1,9 million de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, le résultat net consolidé de 223,0 millions de dollars comprenait 208,9 millions attribuable à l'actionnaire de BDC et 14,1 millions de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat net consolidé au titre des principaux secteurs de BDC s'est établi à 47,6 millions de dollars, comparativement à 223,0 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La baisse notée au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tient en grande partie à l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues de Financement, contrebalancée par la hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements de PICR.

Les résultats du PAC ont été touchés négativement par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues et les charges opérationnelles et administratives représentant les frais imputés par les principaux secteurs de BDC afin de soutenir les activités du PAC.



Résultat (perte) global consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Résultat (perte) net	(139,0)	223,0
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat (perte) net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	9,2	1,6
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(0,3)	(0,3)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat (perte) net	8,9	1,3
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat (perte) net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(401,9)	(92,8)
Autres éléments du résultat global	(393,0)	(91,5)
Résultat (perte) global total	(532,0)	131,5
Résultat (perte) global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	(533,9)	117,4
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1,9	14,1
Résultat (perte) global total	(532,0)	131,5

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat global total consolidé comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, et sont soumis à une forte volatilité en raison des fluctuations du marché.

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2020, BDC a subi une perte de 393,0 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global, comparativement à une perte de 91,5 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres éléments du résultat global pour le premier trimestre est principalement attribuable à la perte de 401,9 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies. Cette perte s'explique par une baisse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer le passif net au titre des prestations définies, partiellement contrebalancée par le rendement plus élevé que prévu des actifs des régimes de retraite.



Résultats de Financement

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	E2021	E2020
Produits d'intérêts nets	334,0	316,0
Frais et autres produits	5,4	5,6
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(331,6)	(76,5)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(0,6)	(1,4)
Profits (pertes) de change nets	(0,4)	(1,6)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	0,3	(0,1)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	7,1	242,0
Charges opérationnelles et administratives	86,1	112,4
Résultat (perte) net provenant de Financement	(79,0)	129,6

	Trimestre terminé le 30 juin	
En pourcentage du portefeuille moyen	E2021	E2020
Produits d'intérêts nets	4,5	4,6
Frais et autres produits	0,1	0,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(4,5)	(1,1)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	0,1	3,6
Charges opérationnelles et administratives	1,2	1,6
Résultat (perte) net provenant de Financement	(1,1)	2,0

Trimestre terminé le 30 juin

La perte nette de Financement s'est chiffrée à 79,0 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2021, comparativement à un résultat net de 129,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La baisse de rentabilité constatée au premier trimestre de l'exercice 2021 s'explique principalement par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues attribuable au ralentissement économique découlant de la propagation du coronavirus. Le tout a été contrebalancé en partie par une hausse des produits d'intérêts nets découlant de la croissance du portefeuille et la diminution des charges opérationnelles et administratives.

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 86,1 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2020, soit une diminution par rapport au montant de 112,4 millions de dollars comptabilisé pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable aux charges réimputées au secteur PAC alors que les activités de financement ont été réorientées afin de soutenir les initiatives du PAC.



Résultats de Services-conseils

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Produits	4,1	7,3
Charges liées à la prestation ⁽¹⁾	2,5	4,3
Marge bénéficiaire brute	1,6	3,0
Charges opérationnelles et administratives	8,8	13,8
Perte nette provenant de Services-conseils	(7,2)	(10,8)

⁽¹⁾ Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, Services-conseils a subi une perte nette de 7,2 millions de dollars, contre une perte nette de 10,8 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. L'écart favorable de 3,6 millions de dollars est dû à la diminution des charges opérationnelles et administratives attribuable au redéploiement temporaire des employés de Services-conseils afin de répondre au volume élevé de demandes de financement dans le secteur PAC.

Comme prévu, les résultats de Services-conseils ont été touchés par le ralentissement économique en raison de l'arrêt du développement des affaires du fait de la pandémie et des entrepreneurs qui ont reporté leurs mandats de consultation. Services-conseils a adapté son offre et a commencé à proposer de nouvelles solutions de services-conseils, de la consultation gratuite et des conseils en ligne afin d'aider les entreprises à se préparer à la reprise. Les produits se sont chiffrés à 4,1 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2021, en baisse de 44,5 % par rapport aux 7,3 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. La marge bénéficiaire brute, qui s'est établie à 1,6 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2020, est moins élevée que celle de 3,0 millions de dollars enregistrée pour la même période de l'exercice précédent, ce qui est surtout attribuable à la baisse des produits.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2020, les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 8,8 millions de dollars, en baisse par rapport à celles comptabilisées pour la même période de l'exercice 2020 en raison surtout des charges réimputées au secteur PAC alors que des employés ont été redéployés afin de soutenir les initiatives du PAC.



Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Produits nets sur les placements	21,3	26,5
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,4)	(3,7)
Profits (pertes) de change nets	(0,8)	(0,4)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	19,1	22,4
Charges opérationnelles et administratives	7,9	12,4
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	11,2	10,0
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	11,3	10,0
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	-
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	11,2	10,0

En pourcentage du portefeuille moyen	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Produits nets sur les placements	7,0	9,2
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(0,5)	(1,3)
Profits (pertes) de change nets	(0,3)	(0,1)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	6,2	7,8
Charges opérationnelles et administratives	2,6	4,3
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,6	3,5
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	3,6	3,5
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,6	3,5



Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net a atteint 11,2 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2021, soit 1,2 million de plus que les 10,0 millions de dollars affichés pour la même période de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'une diminution de la variation nette de la moins-value latente sur les placements et des charges opérationnelles et administratives, contrebalancée par la baisse des produits nets sur les placements et la hausse des pertes de change nettes.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 1,4 million de dollars, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 3,7 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous. Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, la variation nette de la moins-value latente sur les placements de 1,4 million de dollars s'explique essentiellement par le renversement de la moins-value nette en raison du résultat réalisé de 6,5 millions de dollars, contrebalancé par la moins-value nette de 7,9 millions de dollars.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Plus(moins)-value nette	(7,9)	(6,4)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	6,5	2,7
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,4)	(3,7)

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 7,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2020, une diminution par rapport aux 12,4 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse des salaires, des avantages sociaux et des charges réimputées au secteur PAC afin de soutenir les initiatives du PAC.



Résultats de Capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Produits (pertes) nets sur les placements	16,4	169,2
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	80,9	(67,2)
Profits (pertes) de change nets	(20,6)	(14,0)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	76,7	88,0
Charges opérationnelles et administratives	7,7	7,4
Résultat net provenant de Capital de risque	69,0	80,6
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	67,0	66,5
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2,0	14,1
Résultat net provenant de Capital de risque	69,0	80,6

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, Capital de risque a affiché un résultat net de 69,0 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 80,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats du premier trimestre reflètent l'incidence négative d'une diminution des produits nets sur les placements découlant du profit réalisé sur la vente de placements et une augmentation des pertes de change nettes, le tout contrebalancé en partie par une hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements.

Capital de risque a comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 80,9 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2021, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 67,2 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Plus(moins)-value nette	84,1	96,9
Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations	(3,2)	(164,1)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	80,9	(67,2)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, des pertes de change nettes sur les placements de 20,6 millions de dollars ont été comptabilisées par suite des fluctuations du taux de change sur le portefeuille en dollars américains, tandis que des pertes de change nettes sur les placements de 14,0 millions de dollars avaient été comptabilisées pour la même période de l'exercice précédent.



Les charges opérationnelles et administratives se sont établies à 7,7 millions de dollars, en hausse de 0,3 million de dollars par rapport à celles qui avaient été comptabilisées pour la même période de l'exercice 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation des salaires et des avantages sociaux à l'appui de l'augmentation du portefeuille, contrebalancée par les charges réimputées au secteur PAC afin de soutenir les activités du PAC.

Résultats de Programmes incitatifs pour le capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Produits (pertes) nets sur les placements	-	0,1
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	47,8	11,9
Profits (pertes) de change nets	(0,4)	(0,2)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	47,4	11,8
Charges opérationnelles et administratives	0,2	0,5
Résultat net provenant de Programmes incitatifs pour le capital de risque	47,2	11,3

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, PICR a enregistré un résultat net de 47,2 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 11,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Les très bons résultats de l'exercice 2021 s'expliquent par la hausse de la plus-value nette sur les placements par rapport au premier trimestre de l'exercice 2020.

Les charges opérationnelles et administratives de 0,2 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2020 sont inférieures à celles comptabilisées pour les mêmes périodes de l'exercice 2020. Cette diminution est principalement attribuable aux charges réimputées au secteur PAC afin de soutenir les initiatives du PAC.



Résultats de la division Technologies propres

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Produits nets sur les placements	1,9	1,2
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	5,6	2,0
Profits (pertes) de change nets	(0,2)	0,1
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	7,3	3,3
Charges opérationnelles et administratives	0,9	1,0
Résultat net provenant de la division Technologies propres	6,4	2,3

Trimestre terminé le 30 juin

La division Technologies propres a affiché un résultat net de 6,4 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2021, comparativement à un résultat net de 2,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats reflètent l'incidence positive d'une augmentation de la plus-value nette sur les placements et d'une hausse des produits nets sur les placements.

Résultats de Programme d'accès au crédit

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 juin	
	E2021	E2020
Produits d'intérêts nets	4,7	-
Frais et autres produits	0,7	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(139,4)	-
Profits (pertes) de change nets	(0,1)	-
Perte avant charges opérationnelles et administratives	(134,1)	-
Charges opérationnelles et administratives	52,5	-
Perte nette provenant du Programme d'accès au crédit	(186,6)	-



Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de l'exercice 2021, le PAC a affiché une perte nette de 186,6 millions de dollars attribuable principalement à la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts de 139,4 millions de dollars reflétant l'incertitude économique actuelle suscitée par la pandémie. Les charges opérationnelles et administratives de 52,5 millions de dollars s'expliquent par les coûts plus élevés engagés dans la phase de démarrage de ce nouveau portefeuille, du fait principalement des efforts mis en œuvre par les employés pour traiter la demande excessive. Le niveau des charges réimputées au secteur devrait diminuer au fur et à mesure que le portefeuille se stabilisera.

État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

Au 30 juin 2020, le total des actifs de BDC s'établissait à 39,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,0 milliards de dollars par rapport au 31 mars 2020, grâce, en grande partie, à l'augmentation de 4,2 milliards de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie combinée à l'augmentation de 1,6 milliard de dollars du portefeuille de prêts net. Le 23 juin 2020, BDC a reçu 7,503 milliards de dollars en trésorerie au terme de l'émission de 75 030 000 actions ordinaires, ce qui représente une injection de capitaux pour soutenir une série de mesures mises en place par BDC à l'intention des entreprises canadiennes pendant la crise de la COVID-19, notamment l'offre du PAC.

Le portefeuille de prêts de 28,9 milliards de dollars représentait le principal actif de BDC (portefeuille brut de 30,5 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 1,6 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 7,0 % au cours du trimestre terminé le 30 juin 2020, en raison d'une hausse du niveau des activités du secteur PAC, qui représente 1,6 milliard de dollars de prêts supplémentaires.

Les portefeuilles de placements de BDC, c'est-à-dire les portefeuilles de Capital de croissance et transfert d'entreprise et de Capital de risque, totalisaient 3,2 milliards de dollars, comparativement à 3,0 milliards de dollars au 31 mars 2020. L'augmentation de 0,2 milliard de dollars s'explique surtout par les décaissements et la plus-value nette des placements de Capital de risque. Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières s'établissait à 780,7 millions de dollars, comparativement à 777,8 millions de dollars au 31 mars 2020.

Au 30 juin 2020, la juste valeur des actifs dérivés était de 10,3 millions de dollars et la juste valeur des passifs dérivés s'établissait à 0,7 million de dollars. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés a augmenté de 13,4 millions de dollars depuis le 31 mars 2020.

Au 30 juin 2020, BDC a comptabilisé un passif net au titre des prestations définies de 606,3 millions de dollars au titre du régime de retraite agréé et des autres régimes. Il s'agit d'une augmentation de 401,7 millions de dollars par rapport au total du passif net au titre des prestations définies au 31 mars 2020, laquelle découle principalement des pertes sur les réévaluations comptabilisées au premier trimestre de l'exercice 2021. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 10 du présent rapport.

BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 6,0 milliards de dollars au 30 juin 2020, comparativement à 1,8 milliard de dollars au 31 mars 2020. Le 13 mai 2020, la Politique de gestion des risques de trésorerie de BDC a été modifiée afin de faire passer le niveau maximum de liquidité de 30 jours à 90 jours pour couvrir la hausse des risques opérationnels et de financement et veiller à ce que le niveau de liquidité soit suffisant pour répondre aux principales perturbations durant la pandémie de COVID-19.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2020, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 1,7 milliard de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie affectés



aux activités d'investissement ont totalisé 0,2 milliard de dollars, en raison des décaissements nets relatifs aux placements de Capital de croissance et transfert d'entreprise et de Capital de risque. Les flux de trésorerie découlant des activités de financement se sont élevés à 6,1 milliards de dollars, principalement en raison de l'émission d'actions ordinaires de 7,5 milliards de dollars et de l'émission de billets à long terme de 0,5 milliard de dollars, contrebalancées par le remboursement de prêts à court terme de 1,9 milliard de dollars.

Au 30 juin 2020, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 22,2 milliards de dollars d'emprunts et 15,9 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprenaient 17,5 milliards de dollars de billets à court terme et 4,7 milliards de dollars de billets à long terme.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Le 5 mai 2020, le conseil d'administration a approuvé un nouveau cadre de gestion du capital pour s'assurer que la gestion du capital est efficace et alignée sur les lignes directrices des organismes de réglementation (BSIF/Bâle) et sur les autres institutions financières canadiennes. BDC s'efforce de faire évoluer continuellement ses techniques et mesures sur les normes de fonds propres afin de refléter les risques intrinsèques de la Banque tout en intégrant les pratiques exemplaires du secteur. Le nouveau cadre de gestion du capital intègre les changements apportés à la définition du capital disponible ainsi qu'à la quantification du capital requis. Le nouveau cadre est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2020.

Capital disponible

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont principalement trait à l'ajout des provisions collectives stipulé dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'approche standard.

Capital requis

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont essentiellement trait à la suppression des réserves de capital (tests de tension et capital de risque), l'alignement sur les normes du secteur pour la note de solvabilité, l'ajustement de la définition de la fourchette opérationnelle et la mise à jour des modèles de capital économique validés par des tiers.

Au 30 juin 2020, le ratio interne de capital de BDC, compte non tenu des secteurs PICR, division Technologies propres et PAC, s'établissait à 103 %, une valeur inférieure au ratio de capital cible de 110 %, comparativement à 112 % au 31 mars 2020. La diminution du ratio interne de capital est essentiellement attribuable à la volatilité des taux du marché utilisés pour évaluer le passif net au titre des prestations définies qui s'est traduite par une perte de 401,9 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global ainsi que par une hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues qui a réduit le capital disponible. Malgré cette incidence défavorable, le ratio de capital réglementaire de BDC est bien supérieur aux exigences minimales en matière de capital réglementaire et BDC est bien positionnée pour continuer à soutenir les PME canadiennes.



États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière	21
État consolidé de la situation financière.....	22
État consolidé des résultats.....	23
État consolidé du résultat global.....	24
État consolidé des variations des capitaux propres	25
Tableau consolidé des flux de trésorerie	26
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	27
Note 1 Description générale de BDC	27
Note 2 Base d'établissement	27
Note 3 Principales méthodes comptables.....	28
Note 4 Jugements, estimations et hypothèses comptables importants.....	28
Note 5 Juste valeur des instruments financiers	29
Note 6 Prêts	32
Note 7 Titres adossés à des créances mobilières	34
Note 8 Placements de financement subordonné	35
Note 9 Placements de capital de risque	36
Note 10 Capital social.....	36
Note 11 Informations sectorielles	37
Note 12 Garanties.....	42
Note 13 Transactions entre parties liées	42
Note 14 Incertitudes liées à la COVID-19	43



Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Michael Denham
Président et chef de la direction

Stefano Lucarelli, CPA, CA
Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 19 août 2020



État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2020	31 mars 2020
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		6 018 229	1 821 397
Actifs dérivés		10 336	12 356
Prêts			
Prêts, valeur comptable brute	6	30 460 299	28 472 261
Moins: correction de valeur pour pertes de crédit attendues	6	(1 606 329)	(1 199 173)
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues		28 853 970	27 273 088
Placements			
Titres adossés à des créances mobilières	7	780 716	777 838
Placements de financement subordonné	8	1 282 264	1 240 588
Placements de capital de risque	9	1 954 556	1 721 136
Total des placements		4 017 536	3 739 562
Immobilisations corporelles		67 578	67 704
Immobilisations incorporelles		42 262	41 525
Actifs au droit d'utilisation		127 272	127 523
Actif net au titre des prestations définies		-	41 781
Autres actifs		36 117	28 422
Total des actifs		39 173 300	33 153 358
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs et frais courus		244 836	158 292
Passifs dérivés		668	16 125
Emprunts			
Billets à court terme		17 454 051	19 362 224
Billets à long terme		4 704 268	4 207 066
Total des emprunts		22 158 319	23 569 290
Obligations locatives			
Obligations locatives à court terme		12 990	12 063
Obligations locatives à long terme		125 616	125 138
Total des obligations locatives		138 606	137 201
Passif net au titre des prestations définies		606 317	246 443
Autres passifs		150 756	123 208
Total des passifs		23 299 502	24 250 559
Capitaux propres			
Capital social	10	11 511 900	4 008 900
Surplus d'apport		27 778	27 778
Bénéfices non distribués		4 303 371	4 846 219
Cumul des autres éléments du résultat global		17 688	8 763
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		15 860 737	8 891 660
Participations ne donnant pas le contrôle		13 061	11 139
Total des capitaux propres		15 873 798	8 902 799
Total des passifs et des capitaux propres		39 173 300	33 153 358

Garanties (note 12)

Engagements (notes 6, 7, 8, et 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le	
	2020	2019
		30 juin
Produits d'intérêts	385 150	431 522
Charges d'intérêts	26 512	92 165
Produits d'intérêts nets	358 638	339 357
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	12 592	167 831
Produits de Services-conseils	4 056	7 312
Frais et autres produits	13 367	11 261
Produits nets	388 653	525 761
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(471 066)	(76 509)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	132 247	(58 491)
Profits (pertes) de change nets	(22 577)	(15 965)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	330	(61)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	27 587	374 735
Salaires et avantages du personnel	112 773	106 604
Locaux et équipement	9 729	10 336
Autres charges	44 107	34 832
Charges opérationnelles et administratives	166 609	151 772
Résultat (perte) net	(139 022)	222 963
Résultat (perte) net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	(140 970)	208 930
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1 948	14 033
Résultat (perte) net	(139 022)	222 963

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés. La note 11 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



État consolidé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le	
	2020	2019
Résultat (perte) net	(139 022)	222 963
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat (perte) net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	9 176	1 630
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(251)	(296)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat (perte) net	8 925	1 334
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat (perte) net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(401 878)	(92 837)
Autres éléments du résultat global	(392 953)	(91 503)
Résultat (perte) global total	(531 975)	131 460
Résultat (perte) global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	(533 923)	117 427
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1 948	14 033
Résultat (perte) global total	(531 975)	131 460

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 juin
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2020	4 008 900	27 778	4 846 219	5 266	3 497	8 763	8 891 660	11 139	8 902 799
Résultat global total									
Résultat (perte) net			(140 970)				(140 970)	1 948	(139 022)
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				9 176		9 176	9 176		9 176
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(251)	(251)	(251)		(251)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(401 878)				(401 878)		(401 878)
Autres éléments du résultat global	-	-	(401 878)	9 176	(251)	8 925	(392 953)	-	(392 953)
Résultat (perte) global total	-	-	(542 848)	9 176	(251)	8 925	(533 923)	1 948	(531 975)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(37)	(37)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								11	11
Émission d'actions ordinaires	7 503 000						7 503 000		7 503 000
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	7 503 000	-	-	-	-	-	7 503 000	(26)	7 502 974
Solde au 30 juin 2020	11 511 900	27 778	4 303 371	14 442	3 246	17 688	15 860 737	13 061	15 873 798
(en milliers de dollars canadiens)									
Solde au 31 mars 2019	2 602 900	27 778	5 076 074	2 751	4 622	7 373	7 714 125	41 635	7 755 760
Résultat global total									
Résultat net			208 930				208 930	14 033	222 963
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				1 630		1 630	1 630		1 630
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(296)	(296)	(296)		(296)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(92 837)				(92 837)		(92 837)
Autres éléments du résultat global	-	-	(92 837)	1 630	(296)	1 334	(91 503)	-	(91 503)
Résultat global total	-	-	116 093	1 630	(296)	1 334	117 427	14 033	131 460
Dividendes sur les actions ordinaires			(128 400)				(128 400)		(128 400)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(75)	(75)
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(128 400)	-	-	-	(128 400)	(75)	(128 475)
Solde au 30 juin 2019	2 602 900	27 778	5 063 767	4 381	4 326	8 707	7 703 152	55 593	7 758 745

(1) Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le	
	2020	2019
	30 juin	
Activités opérationnelles		
Résultat (perte) net	(139 022)	222 963
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets		
Produits d'intérêts	(385 150)	(431 522)
Charges d'intérêts	25 973	91 677
Intérêts sur les obligations locatives	539	488
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	(12 592)	(167 831)
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	471 066	76 509
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	(132 247)	58 491
Pertes (profits) de change nets latents	29 823	14 355
Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers	(79)	357
Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges	(224)	3 809
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	5 169	4 610
Amortissement des actifs au titre du droits d'utilisation	3 873	3 645
Autres	(6 902)	(2 701)
Charges d'intérêts payées	(27 932)	(88 555)
Produits d'intérêts reçus	372 480	423 716
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Variation nette des prêts	(2 006 722)	(603 797)
Variation nette des créditeurs et frais courus	86 544	7 051
Variation nette des autres actifs et autres passifs	(24 859)	7 441
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	(1 740 262)	(379 294)
Activités d'investissement		
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	(68 945)	(129 961)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	75 258	77 041
Décaissements sur les placements de financement subordonné	(93 882)	(144 358)
Remboursements sur les placements de financement subordonné	47 662	59 691
Décaissements sur les placements de capital de risque	(143 153)	(56 218)
Produits de la vente de placements de capital de risque	33 571	202 518
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 623)	(6 343)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3 158)	(2 492)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(155 270)	(122)
Activités de financement		
Variation nette des billets à court terme	(1 902 855)	(150 000)
Émission de billets à long terme	495 000	650 000
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(37)	(75)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle	11	-
Émission d'actions ordinaires	7 503 000	-
Dividendes versés sur les actions ordinaires	-	(128 400)
Paiement des obligations locatives	(2 755)	(3 895)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	6 092 364	367 630
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 196 832	(11 786)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 821 397	703 980
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	6 018 229	692 194

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services-conseils complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

BDC rend des comptes au Parlement par l'entremise de la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international.

2.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent la même base d'établissement que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 62 à 128 du Rapport annuel 2020 de BDC.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés pourrait être nécessaire.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont été approuvés pour publication le 19 août 2020 par le conseil d'administration.



3.

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, mis à part le changement ci-après touchant la note 24, Gestion du risque du Rapport annuel 2020 : le 13 mai 2020, la Politique de gestion des risques de trésorerie de BDC a été modifiée afin de faire passer le niveau maximum de liquidité de 30 jours à 90 jours pour couvrir la hausse des risques opérationnels et de financement et veiller à ce que le niveau de liquidité soit suffisant pour répondre aux principales perturbations durant la pandémie de COVID-19. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés doivent être lus en parallèle avec le Rapport annuel 2020 de BDC et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 62 à 128 de ce rapport.

4.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements et utilise des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, les estimations et les hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels résumés figurent à la page 79 du Rapport annuel 2020.

Incertitudes liées à la COVID-19

Depuis mars 2020, l'écllosion du coronavirus s'est rapidement transformée en une crise économique. L'environnement économique demeure incertain à la date de présentation de l'information financière et continue d'avoir une incidence importante sur nos résultats financiers. La reprise dépendra de la vitesse à laquelle la pandémie sera maîtrisée. En date du 30 juin 2020, compte tenu de l'incertitude actuelle, l'évaluation de l'incidence de la COVID-19 sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues a nécessité l'exercice d'une part importante de jugement, en particulier en ce qui a trait aux scénarios macroéconomiques et aux pondérations correspondantes de ces scénarios, notamment le jugement d'experts en matière de crédit, au besoin, ce qui a contribué à un accroissement des prêts classés à l'Étape 2 ainsi qu'à une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des résultats comptabilisés le 30 juin 2020.

En raison de la propagation de la COVID-19, les évaluations de la juste valeur de nos placements de financement subordonné et de capital de risque ont subi le contrecoup de la volatilité des marchés financiers. Pour ce qui est de la juste valeur de nos placements qui ne peut pas être établie d'après les données de marchés actifs, nos techniques d'évaluation ont tenu compte de données d'entrée qui sont élaborées à partir de données de marché observables. Des ajustements ont été effectués en fonction des données de négociation comparables sur le marché public et des caractéristiques propres aux placements, et nous avons utilisé une méthode de l'actif net, une approche par le marché ou



une approche par le résultat rajustée en fonction de facteurs sectoriels. En ce qui a trait à nos placements directs de capital de risque, nous avons évalué leur hypothèse de continuité d'exploitation en fonction des difficultés financières que devraient connaître les sociétés bénéficiant d'investissements, en accordant une attention particulière aux secteurs les plus touchés. Toute modification apportée à ces hypothèses peut avoir une incidence importante sur les évaluations.

5.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1 – Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement;
- Niveau 3 – Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données importantes non observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 ni entre le Niveau 2 et le Niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les Niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des investissements inscrits en bourse deviennent des investissements privés pendant les périodes présentées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

	Évaluation de la juste valeur selon le			30 juin 2020
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs				
Actifs dérivés	-	10 336	-	10 336
Titres adossés à des créances mobilières	-	780 716	-	780 716
Placements de financement subordonné	20 600	-	1 261 664	1 282 264
Placements de capital de risque	65 450	-	1 889 106	1 954 556
	86 050	791 052	3 150 770	4 027 872
Passifs				
Passifs dérivés	-	668	-	668
Billets à long terme désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	136 048	-	136 048
	-	136 716	-	136 716
				31 mars 2020
	Évaluation de la juste valeur selon le			Juste valeur totale
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs				
Actifs dérivés	-	12 356	-	12 356
Titres adossés à des créances mobilières	-	777 838	-	777 838
Placements de financement subordonné	7 161	-	1 233 427	1 240 588
Placements de capital de risque	44 314	-	1 676 822	1 721 136
	51 475	790 194	2 910 249	3 751 918
Passifs				
Passifs dérivés	-	16 125	-	16 125
Billets à long terme désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	135 734	-	135 734
	-	151 859	-	151 859

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le Niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2020	1 233 427	1 676 822	2 910 249
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	-	16 849	16 849
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(2 039)	106 458	104 419
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	-	(20 156)	(20 156)
Décassements sur les placements	85 883	143 152	229 035
Remboursements sur les placements et autres	(55 607)	(31 069)	(86 676)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(2 950)	(2 950)
Juste valeur au 30 juin 2020	1 261 664	1 889 106	3 150 770

	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2019	1 144 759	1 791 118	2 935 877
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(5 064)	39 449	34 385
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(101 358)	(248 773)	(350 131)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	-	34 718	34 718
Décassements sur les placements	534 443	266 412	800 855
Remboursements sur les placements et autres	(339 353)	(185 236)	(524 589)
Transfert du niveau 1 vers le niveau 3	-	8 312	8 312
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(29 178)	(29 178)
Juste valeur au 31 mars 2020	1 233 427	1 676 822	2 910 249

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



6.

Prêts

Les tableaux qui suivent résument les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	430 424	4 039 987	24 876 466	29 346 877	(1 153 483)	28 193 394
Douteux	61 272	154 312	897 838	1 113 422	(452 846)	660 576
Prêts au 30 juin 2020	491 696	4 194 299	25 774 304	30 460 299	(1 606 329)	28 853 970

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	431 261	2 881 530	24 097 877	27 410 668	(784 505)	26 626 163
Douteux	47 155	162 819	851 619	1 061 593	(414 668)	646 925
Prêts au 31 mars 2020	478 416	3 044 349	24 949 496	28 472 261	(1 199 173)	27 273 088

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1er avril 2020	270 249	514 256	414 668	1 199 173
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	53 674	(53 674)	-	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(62 999)	69 160	(6 161)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(308)	(16 599)	16 907	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	145 485	174 796	57 306	377 587
Actifs financiers remboursés en totalité	(5 460)	(10 158)	(14 317)	(29 935)
Nouveaux actifs financiers créés	110 017	25 666	-	135 683
Radiations	-	-	(19 788)	(19 788)
Recouvrements	-	-	4 179	4 179
Variation des taux de change et autres	(26 531)	(34 091)	52	(60 570)
Solde au 30 juin 2020	484 127	669 356	452 846	1 606 329

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1^{er} avril 2019	106 880	183 627	338 735	629 242
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	69 846	(67 566)	(2 280)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(73 641)	102 489	(28 848)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(2 186)	(42 806)	44 992	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	87 231	315 604	232 432	635 267
Actifs financiers remboursés en totalité	(12 306)	(22 947)	(36 737)	(71 990)
Nouveaux actifs financiers créés	84 076	23 685	-	107 761
Radiations	-	-	(153 529)	(153 529)
Recouvrements	-	40	18 671	18 711
Variation des taux de change et autres	10 349	22 130	1 232	33 711
Solde au 31 mars 2020	270 249	514 256	414 668	1 199 173

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues attribuable aux variations de la valeur comptable brute et aux changements du risque de crédit liés aux prêts existants, aux changements des données des modèles et des hypothèses, et aux remboursements partiels.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Concentrations du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés

Les concentrations, par répartition géographique ainsi que par secteur d'activité, du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés sont illustrées dans les tableaux ci-dessous.

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissaient à 3 344 320 \$ au 30 juin 2020 (783 458 \$ à taux fixe et 2 560 862 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 3,94 % sur les engagements relatifs aux prêts (5,3 % au 30 juin 2019).

Répartition géographique	30 juin 2020		31 mars 2020	
	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	897 610	45 517	870 736	66 841
Île-du-Prince-Édouard	79 259	3 942	78 750	2 098
Nouvelle-Écosse	713 889	72 834	676 641	82 782
Nouveau-Brunswick	525 378	28 258	524 227	38 746
Québec	9 643 835	1 036 340	8 960 967	943 956
Ontario	8 463 185	927 595	7 784 743	839 924
Manitoba	843 248	79 049	805 175	80 986
Saskatchewan	819 180	86 182	793 821	62 499
Alberta	4 356 446	579 393	4 131 995	483 156
Colombie-Britannique	3 939 595	463 992	3 673 584	458 736
Yukon	120 681	5 757	117 235	3 019
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	57 993	15 461	54 387	11 906
Total des prêts en cours⁽¹⁾	30 460 299	3 344 320	28 472 261	3 074 649

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2020		31 mars 2020	
	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Fabrication	6 805 278	886 980	6 434 657	857 111
Commerce de gros et de détail	5 634 690	602 602	5 204 352	511 853
Industries de services	4 623 621	513 809	4 156 135	414 829
Tourisme	3 532 462	285 048	3 295 761	273 727
Immeubles commerciaux	3 183 890	110 971	3 148 960	130 238
Construction	2 581 170	327 094	2 364 589	298 909
Transport et entreposage	1 843 316	164 864	1 778 237	170 721
Ressources	1 219 798	252 393	1 145 173	230 917
Autres	1 036 074	200 559	944 397	186 344
Total des prêts en cours⁽¹⁾	30 460 299	3 344 320	28 472 261	3 074 649

⁽¹⁾ Au 30 juin 2020, les engagements relatifs aux prêts incluaient des montants de 2 653 437 \$ dans le secteur Financement et de 690 883 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (3 074 649 \$ et néant, respectivement, au 31 mars 2020).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements qui est incluse dans les autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2020	41 778	25 281	-	67 059
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	4 879	4 314	-	9 193
Augmentation (diminution) nette des engagements	32 094	1 730	-	33 824
Variation des taux de change et autres	167	1 524	-	1 691
Solde au 30 juin 2020	78 918	32 849	-	111 767

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2019	17 984	4 481	-	22 465
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(2 039)	12 078	-	10 039
Augmentation (diminution) nette des engagements	25 102	8 190	-	33 292
Variation des taux de change et autres	731	532	-	1 263
Solde au 31 mars 2020	41 778	25 281	-	67 059

7.

Titres adossés à des créances mobilières

Le tableau qui suit résume les titres adossés à des créances mobilières (TACM) selon le classement des instruments financiers. Aucun TACM n'avait subi de perte de valeur au 30 juin 2020 ni au 31 mars 2020. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit attendues n'avait été comptabilisée au 30 juin 2020 ni au 31 mars 2020 pour les montants déboursés et non déboursés sur les TACM à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

	30 juin 2020	31 mars 2020
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Montant nominal	756 350	762 715
Plus(moins)-valeur cumulative de la juste valeur	14 442	5 266
Valeur comptable	770 792	767 981
Rendement	2,49%	2,59%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	9 685	9 701
Plus(moins)-valeur cumulative de la juste valeur	239	156
Valeur comptable	9 924	9 857
Rendement	7,43%	7,56%
Titres adossés à des créances mobilières	780 716	777 838

Les montants engagés à l'égard des titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissaient à 244 810 \$ au 30 juin 2020 (238 489 \$ au 31 mars 2020).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



8.

Placements de financement subordonné

BDC détient un portefeuille de placements de financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de financement subordonné en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 30 juin 2020	172 763	851 650	407 404	1 431 817	1 282 264
Au 31 mars 2020	165 748	808 846	419 049	1 393 643	1 240 588

Les placements de financement subordonné ont un rang inférieur par rapport aux autres emprunts d'une société.

Concentrations du total des placements de financement subordonné et des engagements

Les concentrations des placements de financement subordonné et des montants non déboursés sur les placements de financement subordonné autorisés par répartition géographique et par secteur d'activité sont illustrées dans les tableaux qui suivent.

Les montants non déboursés sur les placements autorisés s'établissaient à 195 911 \$ au 30 juin 2020 (129 166 \$ à taux fixe et 66 745 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré (en excluant les rendements autres qu'en intérêts) était de 7,7 % sur les engagements relatifs aux placements de financement subordonné (8,9 % au 30 juin 2019).

Répartition géographique	30 juin 2020			31 mars 2020		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	19 853	28 297	6 875	18 402	26 509	6 875
Nouvelle-Écosse	14 034	15 903	-	10 557	12 720	5 000
Nouveau-Brunswick	14 396	15 291	-	16 044	16 387	-
Québec	427 574	460 928	40 195	426 149	462 558	35 050
Ontario	437 959	492 782	96 116	442 600	498 251	66 251
Manitoba	1 720	3 316	-	1 720	3 316	10 500
Saskatchewan	45 599	57 816	-	46 224	58 169	600
Alberta	156 239	186 056	28 281	136 548	167 057	25 615
Colombie-Britannique	162 100	168 507	24 444	139 509	145 709	26 431
Yukon	325	332	-	325	332	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	2 465	2 589	-	2 510	2 635	-
Placements de financement subordonné ⁽¹⁾	1 282 264	1 431 817	195 911	1 240 588	1 393 643	176 322

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2020			31 mars 2020		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Fabrication	391 372	449 415	46 224	367 429	430 194	42 104
Industries de services	345 916	370 621	78 179	327 271	349 335	67 951
Commerce de gros et de détail	186 243	211 455	27 808	190 756	211 079	10 400
Ressources	119 819	142 522	11 000	105 545	133 594	9 000
Industries de l'information	100 661	111 822	18 221	101 800	112 665	19 614
Construction	54 053	59 028	9 500	57 691	63 012	10 000
Transport et entreposage	48 298	52 439	3 300	48 431	52 565	3 300
Services éducatifs	12 539	13 154	-	11 457	12 043	11 250
Tourisme	8 604	9 810	1 679	10 419	11 762	2 703
Autres	14 759	11 551	-	19 789	17 394	-
Placements de financement subordonné ⁽¹⁾	1 282 264	1 431 817	195 911	1 240 588	1 393 643	176 322

⁽¹⁾ Au 30 juin 2020, les engagements relatifs aux placements de financement subordonné incluaient des montants de 900 \$ dans le secteur Financement, de 128 459 \$ dans le secteur Capital de croissance et transfert d'entreprise, de 50 644 \$ dans le secteur division Technologies propres et de 15 908 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (3 400 \$, 125 641 \$, 47 281 \$ et néant, respectivement, au 31 mars 2020).



9.

Placements de capital de risque

BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de capital de risque. Les placements de capital de risque, qui sont détenus à long terme, sont des actifs non courants.

Le tableau suivant présente un aperçu du portefeuille de placements de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement.

Type de placement	30 juin 2020			31 mars 2020		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Placements directs	797 181	726 995	73 568	692 194	633 443	33 812
Placements indirects dans les fonds ⁽¹⁾	1 157 375	880 610	774 939	1 028 942	848 180	811 658
Placements de capital de risque ⁽²⁾	1 954 556	1 607 605	848 507	1 721 136	1 481 623	845 470

⁽¹⁾ Au 30 juin 2020, BDC investissait dans 86 fonds par l'intermédiaire du secteur Capital de risque, dans 21 fonds par l'intermédiaire du secteur PICR et dans 3 fonds par l'intermédiaire du secteur division Technologies propres (84, 21 et 3 fonds, respectivement, au 31 mars 2020).

⁽²⁾ Au 30 juin 2020, les engagements relatifs aux placements de capital de risque incluaient des montants de 413 552 \$ dans le secteur Capital de risque, de 336 191 \$ dans le secteur Programmes incitatifs pour le capital de risque, de 46 992 \$ dans le secteur division Technologies propres et de 51 772 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (449 622 \$, 347 712 \$, 48 136 \$ et néant, respectivement, au 31 mars 2020).

Concentrations du total des placements de capital de risque et des engagements

Les concentrations des placements directs selon le secteur d'activité sont illustrées ci-dessous.

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2020			31 mars 2020		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Technologie de l'information	411 110	344 766	27 003	376 573	303 365	12 151
Communications	95 852	82 725	4 564	86 829	69 161	1 906
Électronique	59 090	71 354	4 325	58 792	70 836	796
Biotechnologie et pharmacologie	52 964	57 936	10 232	46 879	57 754	4 415
Médecine et soins de santé	44 533	60 777	11 374	24 169	55 481	-
Industriel	33 051	26 705	6 788	33 799	26 705	-
Énergie	26 309	19 670	482	27 137	19 670	482
Autres	74 272	63 062	8 800	38 016	30 471	14 062
Total des placements directs	797 181	726 995	73 568	692 194	633 443	33 812

10.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 30 juin 2020, 115 119 000 actions ordinaires étaient en circulation (40 089 000 au 31 mars 2020).

Le 23 juin 2020, BDC a reçu 7,503 milliards de dollars en trésorerie au terme de l'émission de 75 030 000 actions ordinaires, ce qui représente une injection de capitaux pour soutenir une série de mesures mises en place par BDC à l'intention des entreprises canadiennes pendant la crise de la COVID-19, notamment l'offre du Programme de crédit aux entreprises (PCE).

Prescriptions statutaires

Conformément à la Loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Le ministre des Finances a confirmé qu'à compter du 22 avril 2020, le total du capital versé, de tout surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres ne peut en aucun cas dépasser 15,0 milliards de dollars en vertu d'un amendement de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* de 1995.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2020 et de l'exercice terminé le 31 mars 2020, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Le 5 mai 2020, le conseil d'administration a approuvé un nouveau cadre de gestion du capital pour s'assurer que la gestion du capital est efficace et alignée avec les lignes directrices des organismes de réglementation (BSIF/Bâle) et avec les autres institutions financières canadiennes. BDC s'efforce de faire évoluer continuellement ses techniques et mesures sur les normes de fonds propres afin de refléter les risques intrinsèques de la Banque tout en intégrant les pratiques exemplaires du secteur. Le nouveau cadre de gestion du capital intégrera les changements apportés à la définition du capital disponible ainsi qu'à la quantification du capital requis. Le nouveau cadre est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2020.

Capital disponible

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont principalement trait à l'ajout des provisions collectives stipulé dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'approche standard.

Capital requis

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont essentiellement trait à la suppression des réserves de capital (tests de tension et capital de risque), l'alignement sur les normes du secteur pour la note de solvabilité, l'ajustement de la définition de la fourchette opérationnelle et la mise à jour des modèles de capital économique validés par des tiers.

11.

Informations sectorielles

BDC fait rapport sur sept secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR), division Technologies propres et Programme d'accès au crédit (PAC). Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants (PFPI). Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.
- **Services-conseils** offre des services-conseils par l'entremise de solutions variées à l'intention des petites comme des grandes entreprises, soutient les entreprises à impact élevé, et fournit du contenu éducatif en ligne gratuit et d'autres services en lien avec les activités commerciales.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



- **Capital de croissance et transfert d'entreprise** offre du financement subordonné sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que par capitaux propres aux PME pour des projets de croissance et de transfert d'entreprise.
- **Capital de risque** offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. Le secteur CR est axé principalement sur les entreprises à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. BDC effectue aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement en capital de risque.
- **Programmes incitatifs pour le capital de risque** comprend le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR). Le PACR est une initiative du gouvernement fédéral se chiffrant à 390,0 millions de dollars visant à accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Le PACR investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire et directement dans des sociétés partout au Canada. Il appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées. L'ICCR est également une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 450,0 millions de dollars par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.
- **La division Technologies propres** effectue des placements de financement subordonné et de capital de risque dans des entreprises de technologies propres prometteuses. La division Technologies propres déploiera 600,0 millions de dollars confiés par le gouvernement fédéral dans le cadre de transactions de financement par emprunt et par capitaux propres afin de contribuer à bâtir des entreprises canadiennes de technologies propres concurrentielles à l'échelle mondiale, ainsi qu'un secteur des technologies propres commercialement viable.
- **Programme d'accès au crédit** : En collaboration avec notre unique actionnaire, le gouvernement du Canada, nous avons mis en place une série de mesures pour venir en aide aux entreprises canadiennes pendant la crise de la COVID-19. Ces mesures sont regroupées pour former le PAC afin de distinguer les mesures prises en lien avec la COVID-19 de nos principales activités. Les initiatives prévoient des critères d'admissibilité assouplis afin d'assurer que nous répondions aux besoins urgents d'autant d'entreprises viables que possible. Elles comprennent le Programme de crédit aux entreprises qui est offert en collaboration avec des prêteurs du secteur privé, ainsi que des mesures offertes directement par BDC.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

	Trimestre terminé le 30 juin 2020							
	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	385 150	358 762	-	19 889	-	-	1 592	4 907
Charges d'intérêts	26 512	24 752	-	1 549	-	-	-	211
Produits d'intérêts nets	358 638	334 010	-	18 340	-	-	1 592	4 696
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	12 592	-	-	(3 808)	16 400	-	-	-
Produits de Services-conseils	4 056	-	4 056	-	-	-	-	-
Frais et autres produits	13 367	5 415	2	6 799	6	83	337	725
Produits (pertes) nets	388 653	339 425	4 058	21 331	16 406	83	1 929	5 421
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(471 066)	(331 650)	-	-	-	-	-	(139 416)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	132 247	(559)	-	(1 422)	80 891	47 758	5 579	-
Profits (pertes) de change nets	(22 577)	(481)	-	(808)	(20 554)	(411)	(165)	(158)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	330	330	-	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	27 587	7 065	4 058	19 101	76 743	47 430	7 343	(134 153)
Salaires et avantages du personnel	112 773	49 860	7 760	6 374	4 734	113	669	43 263
Locaux et équipement	9 729	4 307	567	382	418	20	102	3 933
Autres charges	44 107	31 939	3 014	1 106	2 562	98	97	5 291
Charges opérationnelles et administratives	166 609	86 106	11 341	7 862	7 714	231	868	52 487
Résultat (perte) net	(139 022)	(79 041)	(7 283)	11 239	69 029	47 199	6 475	(186 640)
Résultat (perte) net attribuable :								
À l'actionnaire de BDC	(140 970)	(79 041)	(7 283)	11 357	66 963	47 199	6 475	(186 640)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1 948	-	-	(118)	2 066	-	-	-
Résultat (perte) net	(139 022)	(79 041)	(7 283)	11 239	69 029	47 199	6 475	(186 640)
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 juin, 2020								
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	28 853 970	27 303 930	-	-	-	-	-	1 550 040
Titres adossés à des créances mobilières	780 716	780 716	-	-	-	-	-	-
Placements de financement subordonné	1 282 264	14 898	-	1 100 957	-	-	161 958	4 451
Placements de capital de risque	1 954 556	-	-	-	1 447 564	477 879	6 456	22 657
Portefeuille total	32 871 506	28 099 544	-	1 100 957	1 447 564	477 879	168 414	1 577 148

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Trimestre terminé le
30 juin 2019

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	431 522	405 471	-	25 136	-	-	915	-
Charges d'intérêts	92 165	89 505	-	2 660	-	-	-	-
Produits d'intérêts nets	339 357	315 966	-	22 476	-	-	915	-
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	167 831	(1)	-	(320)	168 152	-	-	-
Produits de Services-conseils	7 312	-	7 312	-	-	-	-	-
Frais et autres produits	11 261	5 596	-	4 393	966	55	251	-
Produits (pertes) nets	525 761	321 561	7 312	26 549	169 118	55	1 166	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(76 509)	(76 509)	-	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(58 491)	(1 416)	-	(3 744)	(67 170)	11 887	1 952	-
Profits (pertes) de change nets	(15 965)	(1 629)	-	(359)	(13 967)	(154)	144	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(61)	(61)	-	-	-	-	-	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	374 735	241 946	7 312	22 446	87 981	11 788	3 262	-
Salaires et avantages du personnel	106 604	78 196	12 572	10 481	4 392	286	677	-
Locaux et équipement	10 336	8 187	1 042	583	415	55	54	-
Autres charges	34 832	25 986	4 523	1 336	2 623	164	200	-
Charges opérationnelles et administratives	151 772	112 369	18 137	12 400	7 430	505	931	-
Résultat (perte) net	222 963	129 577	(10 825)	10 046	80 551	11 283	2 331	-
Résultat (perte) net attribuable :								
À l'actionnaire de BDC	208 930	129 577	(10 825)	10 049	66 515	11 283	2 331	-
Aux participations ne donnant pas le contrôle	14 033	-	-	(3)	14 036	-	-	-
Résultat (perte) net	222 963	129 577	(10 825)	10 046	80 551	11 283	2 331	-
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 juin, 2019								
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	26 442 635	26 442 635	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances mobilières	754 873	754 873	-	-	-	-	-	-
Placements de financement subordonné	1 231 264	10 428	-	1 129 594	-	-	91 242	-
Placements de capital de risque	1 981 531	-	-	-	1 505 019	476 512	-	-
Portefeuille total	30 410 303	27 207 936	-	1 129 594	1 505 019	476 512	91 242	-



12.

Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les termes de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. Les honoraires d'administration sont calculés de façon linéaire sur la durée de vie de l'instrument et sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats. L'obligation contractuelle maximale et l'exposition réelle aux termes des garanties totalisaient 10,2 millions de dollars au 30 juin 2020 (11,1 millions de dollars au 31 mars 2020), et les durées actuelles doivent expirer dans un délai de 112 mois (115 mois au 31 mars 2020).

Ces garanties financières ont été initialement comptabilisées à la juste valeur à la date où elles ont été accordées. La juste valeur était réputée nulle, car toutes les garanties ont été conclues dans des conditions de concurrence normale et aucuns honoraires n'ont été reçus initialement. De plus, aucune créance pour les honoraires prévus n'a été comptabilisée. La comptabilisation subséquente d'un passif survient uniquement s'il devient plus probable qu'improbable que le client ne respectera pas ses engagements contractuels. Aucun passif n'était comptabilisé au titre de ces garanties au 30 juin 2020 et au 31 mars 2020 dans l'état consolidé de la situation financière de BDC.

13.

Transactions entre parties liées

Au 30 juin 2020, BDC avait 17 446,1 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 4 568,2 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Finances (19 356,3 millions de dollars de billets à court terme et 4 071,3 millions de dollars de billets à long terme au 31 mars 2020).

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2020, BDC a enregistré des charges d'intérêts de 27,8 millions de dollars relatives aux emprunts auprès de la ministre des Finances, comparativement à 94,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

De plus, un emprunt de 4 615,0 millions de dollars auprès de la ministre des Finances a été racheté au cours des trois premiers mois de l'exercice 2021. La transaction n'a pas engendré de profit ou de perte au cours des trois premiers mois de l'exercice 2021 (un emprunt de 310,0 millions de dollars a été racheté au cours de la période correspondante de l'exercice précédent).

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.



14.

Incertitudes liées à la COVID-19

L'écllosion d'une nouvelle forme très contagieuse du coronavirus (la « COVID-19 »), que l'Organisation mondiale de la Santé a qualifiée de pandémie, a provoqué de nombreux décès, a eu des répercussions négatives sur l'activité commerciale mondiale et a contribué à la volatilité importante ainsi qu'au déclin des marchés financiers mondiaux. Les états financiers consolidés de BDC établis au 30 juin 2020 et pour le trimestre terminé à cette date reflètent les incidences découlant de la COVID-19 dans la mesure où elles sont connues à la date de présentation de l'information financière.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Banque de développement du Canada

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

T 1 877 BDC-BANX (232-2269)

F 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez www.bdc.ca.

 BDC

 BDC_ca

 BDC

bdc.ca
1 888 INFO-BDC